

Annonces de parution

Les ouvrages ou articles énumérés ci-dessous pourront faire l'objet d'une note de lecture dans un prochain numéro.

Agence nationale d'accréditation et d'évaluation médicale - ANAES

- Anévrismes intracrâniens rompus : occlusion par voie endo-vasculaire *versus* exclusion par microchirurgie. Juin 2000
- Evaluation de la qualité de l'utilisation et de la surveillance des chambres à cathéter implantables. Janvier 2001
- Modalités de l'accompagnement du sujet alcoolodépendant après un sevrage. Conférence de consensus. Paris, 7 et 8 mars 2001
- Evaluation clinique de la numérisation en mammographie pour le diagnostic et le dépistage du cancer du sein. Décembre 2000

Contact ANAES : Camille Cochet 01 42 16 73 15 c.cochet@anaes.fr ; Laurence Gentil 01 42 16 72 77 l.gentil@anaes.fr.
Site web : <http://www.anaes.fr> (pour téléchargement des rapports complets)

A noter également que l'ANAES met en place un serveur vocal accessible à tous et permettant l'envoi des comptes rendus d'accréditation par télécopie ou courrier (n° Indigo 0 820 333 888 – 0,79 F la minute).

Le panier de biens et de services de santé. Première approche

Rapport adressé à la Conférence nationale de santé et au Parlement

Haut comité de la santé publique

Rennes : ENSP, Collections Avis et Rapports, 2000

Comparer les systèmes de protection sociale en Europe du Nord et en France

Rencontres de Copenhague. Volume 4, tomes I et II

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), Mission recherche (MiRe), 1999.

Les drogues en vente libre. Pour ou contre la dépénalisation ?

Colle FX

Issy-les-Moulineaux : Prat Editions, Collections Droit de regard, 2000

Un siècle de protection sociale en Europe

Actes du colloque tenu au Sénat les 24, 25 et 26 octobre 1996 à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Sécurité sociale

Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale

Paris : La Documentation française, 2001.

Standards, options et recommandations et responsabilités

Esper C, Fervers B, Philip T

Médecine & Droit 2000 ; 45 : 13-20

Les nouvelles règles de répartition des officines de pharmacie

Peigné J

L'Actualité juridique – Droit administratif n° 2, 20 février 2001, p. 120

Pharmacien, docteur en pharmacie et parapharmacie : le consommateur peut-il être trompé ?

Cour de cassation, com. 16 janvier 2001. Observations Céline Rondey

Recueil *Le Dalloz* n° 9, 1^{er} mars 2001, p. 777

Le bon usage des antibiotiques à l'hôpital. Etat des lieux dans 207 établissements de santé publics et privés en 1999

Gindre I, Maisonneuve H, Riche B, Durocher A

La Presse médicale 2000 ; 29 : 1807-12

Décider pour traiter (version française de *Clinical Evidence*)

Meudon : Editions RanD, 2001, 752 pages.

De larges extraits peuvent en être consultés sur le site www.DeciderPourTraiter.org

Asthme et rhinite d'origine professionnelle

Expertise collective

Paris : Les Editions Inserm 2000, 95 pages

Obésité. Dépistage et prévention chez l'enfant

Expertise collective

Paris : Les Editions Inserm 2000, 325 pages

Variabilités individuelles des sensibilités aux dépendances

Tassin JP, Doray B, Fuhrer R, Mormède P

Paris : Les Editions Inserm 2000, 115 pages

Précarisation, risque et santé

Joubert M, Chauvin P, Facy F, Ringa V

Paris : Les Editions Inserm 2001, 474 pages

La protection sociale en Europe. Le temps des réformes

Daniel C, Palier B

Paris : La Documentation française, 2001, 261 pages

Notes de lecture

La greffe humaine. (In)certitudes éthiques : du don de soi à la tolérance de l'autre

Carvais Robert, Sasportes Marilyne (sous la direction de). Préface de Jean Bernard.
Paris : Presses universitaires de France, 2000

Rédigé par un collectif d'auteurs multidisciplinaire – sociologues, médecins, juristes, historien, anthropologue, économiste –, ce volumineux ouvrage (1000 pages !), très documenté, présente le débat d'idées actuel sur la greffe humaine, au moment où les avancées et les certitudes médicales et scientifiques se heurtent à des questions fondamentales – et non résolues – d'éthique : dans le cas d'un prélèvement sur une personne décédée, la mort devient-elle « utile » parce qu'utilisée ? s'agit-il de mutiler pour réparer, ou de reconstruire l'homme et de repousser ainsi les limites de la vie ? Sur le terrain, le nombre important des refus de prélèvements induit-il vraiment une « pénurie » d'organes ? Faut-il l'attribuer au manque d'information du public, à la méfiance à l'égard des médecins, à l'attachement à des valeurs personnelles, aux droits des familles, à l'incontournable présence de l'Etat ? Le législateur, depuis l'élaboration des lois de bioéthique jusqu'à leur application réglementaire encore inachevée, est-il parvenu à réaliser un cadre protecteur pour la personne humaine ?

La greffe humaine n'est pas seulement un acte chirurgical (devenu presque banal sur le plan technique). L'actualité récente d'un patient greffé d'une main qui, malgré la réussite de l'intervention, a voulu se séparer de cette « nouvelle » main, illustre bien la complexité de cet acte.

JPP

L'évaluation médicale. Du concept à la pratique

Yves Matillon, Pierre Durieux (sous la direction de)
Paris : Médecine-Sciences Flammarion, 2000

Il est sans doute désormais inutile de présenter tant les auteurs que l'ouvrage lui-même, dont c'est ici la deuxième édition (la première date de 1994).

Nous en rappellerons donc seulement l'existence, en soulignant que, à ce jour, ce livre reste la meilleure référence disponible en France sur l'évaluation médicale. Les auteurs, nombreux, s'appuient sur leurs expériences pour (re)dire combien l'évaluation médicale est une démarche collective, dont la réussite passe par une mise en œuvre conjointe de toutes les compétences et volontés des acteurs du système de santé.

JPP

L'évaluation en santé

Revue d'épidémiologie et de santé publique
Volume 48 – décembre 2000 – n° 6

A la suite du livre précédent de Y. Matillon et P. Durieux, signalons la sortie d'un numéro spécial de la *Revue d'épidémiologie et de santé publique* consacré à l'évaluation en santé, regroupant les contributions suivantes :

- L'évaluation en santé
P. Barberger-Gateau, L.R. Salmi
- L'évaluation dans le domaine de la santé : concepts et méthodes
A.P. Contandriopoulos, F. Champagne, J.L. Denis, M.C. Avargues
- Evaluation des pratiques professionnelles
S. Briançon, F. Girard, F. Empereur, F. Guillemin
- Quels systèmes d'information pour l'évaluation en santé ?
V. Migeot, P. Ingrand, L.R. Salmi
- Evaluer les processus en santé : importance et limites actuelles
P. Michel, L.R. Salmi, M. Sibé, M.T. Salmi

JPP

L'autre Europe des drogues. Politiques des drogues dans cinq pays d'Europe. Espagne, Portugal, Hongrie, Pologne et Bulgarie

Jérôme Ferret

Paris : La Documentation française, 2000, 234 pages

Cet ouvrage se propose de faire état des principaux résultats d'une recherche menée sur le thème des drogues et toxicomanies par l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI).

Cinq pays européens sont analysés sous cet angle ; il s'agit de pays qui ont connu des transformations politiques importantes ces dernières années et qui connaissent aujourd'hui des phases incertaines de consolidation.

Le style « Europe du Sud » est illustré par l'Espagne et le Portugal, pays en voie de consolidation démocratique dans lesquels la stratégie de lutte et de prévention des drogues est souvent qualifiée d'inefficace et reste ambiguë dans les faits.

Le style « Europe de l'Est » est décrit dans trois nouvelles républiques issues de l'ancien bloc communiste : la Hongrie, la Pologne et la Bulgarie, pays qui semblent s'orienter vers une concession de plus en plus grande aux thèmes répressifs avec des incohérences ou des imprécisions dans le système de réponse sanitaire et sociale aux drogues.

Ces pays sont souvent présentés comme des menaces à la sécurité européenne. On leur prête une attitude soit laxiste soit désorganisée, faute de connaître réellement leur dynamique politique et leur situation effective.

Cet ouvrage, à partir des fruits d'une recherche que l'auteur (politologue et chargé de recherche à l'IHESI) a pilotée durant deux années, se fixe plusieurs objectifs : d'abord la connaissance et l'étude des contextes de production des lois selon les pays, ensuite l'analyse de la spécificité des situations de ces pays, différents des modèles connus, rejetant ainsi des thèses alarmistes peu documentées.

Ce livre permet une démarche compréhensible des politiques des drogues en s'appuyant sur de nouveaux outils d'analyse qui intègrent les facteurs sociaux, politiques ou culturels. Cette démarche est indispensable pour établir des comparaisons des dispositifs mis en place dans les différents pays.

DC

Les usagers du système de soins

Cresson Geneviève, Schweyer François-Xavier (sous la direction de)

Rennes : Editions ENSP, 2000

Le discours des acteurs des systèmes de santé et de soins est souvent le même, certains diraient éculé : ils sont au service exclusif des usagers, des patients, des malades, des assurés sociaux, etc.

Mais qu'en est-il précisément de ces « usagers » ? Qui sont-ils, quelle est leur place dans les dispositifs de santé publique ? Comment choisissent-ils ceux qui vont les soigner, les écouter ? Quelle confiance accorde-t-il à la relation avec leur médecin ? Comment les professionnels des soins les caractérisent-ils ? Comment ces derniers définissent-ils le « bon » usager ?

A l'heure où les politiques de santé mettent en avant la nécessité – sans doute trop souvent négligée – de placer l'utilisateur au centre des systèmes de soins, il est manifestement opportun de s'intéresser à ce qu'est et ce que veut cet usager, tout comme à cerner ses propres responsabilités. Cet ouvrage collectif est, à cet égard, très instructif.

JPP

ADSP. Actualité et dossier en santé publique

Revue du Haut comité de la santé publique

Cette excellente revue trimestrielle a proposé en 2000 deux dossiers très intéressants dont nous conseillons la lecture :

Les médecins aujourd'hui en France

ADSP n° 32 septembre 2000

Organisation, décision et financement du système de soins

ADSP n° 33 décembre 2000

Adresse pour abonnement :

La Documentation française, 124 rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers cedex, www.ladocfrancaise.gouv.fr

Adresse du Haut comité de la santé publique : 8 avenue de Ségur, 75350 Paris 07 SP, <http://www.hcsp.ensp.fr>

JPP

Repères et situations. Ethiques en médecine

Gold Francis, Choutet Patrick, Burfin Emmanuelle
Paris : Ellipses, Sciences humaines en médecine, 1996

Ce livre n'est certes pas une nouveauté dans l'édition, mais mérite néanmoins de figurer ici tant il constitue sans doute un bon outil d'introduction à l'éthique médicale. L'idée des auteurs de présenter dans un premier temps les fondamentaux de l'éthique médicale, puis d'en décliner les concepts au regard de situations concrètes (prévention, génétique, assistance médicale à la procréation, greffes, secret médical, réanimation, fin de vie, expérimentation humaine, interruption de grossesse,...) est excellente. L'illustration finale par « des cas pratiques en éthique médicale » souligne le caractère très didactique de cet ouvrage, justifiant que nous en rappelions l'existence.

JPP

Lombalgies en milieu professionnel : quels facteurs de risque et quelle prévention ?

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Expertise collective
Paris : Les Editions INSERM, 2000, 151 pages

Cette expertise collective sur la prévention des lombalgies en milieu professionnel a été réalisée à la demande la CANAM (Caisse nationale d'assurance maladie des professions indépendantes). L'Inserm a rassemblé un groupe pluridisciplinaire d'experts qui ont analysé plus de 300 articles scientifiques parus entre 1995 et 1999.

Les principaux facteurs de risque sont analysés.

Les experts ont élaboré des recommandations d'actions qui concernent toutes les populations actives :

- En phase aiguë, la reprise d'une activité raisonnable semble favoriser la récupération.
- Les risques de lombalgie peuvent être réduits par des mesures, souvent simples, portant sur l'aménagement des postes de travail et l'organisation du travail.
- Le port de ceinture lombaire est à proscrire car il peut induire un sentiment de fausse sécurité.
- Il est important de diffuser l'information sur l'existence de normes fixant les valeurs limites d'exposition physique au travail et sur l'existence d'outils d'évaluation des risques.
- La mise en œuvre de programme de réadaptation intensive devrait être soutenue, à titre expérimental.
- La recherche sur l'histoire naturelle de la lombalgie serait à développer ainsi que l'évaluation des actions de prévention.

En annexe de l'ouvrage, on trouve la traduction française du guide clinique pour la prise en charge de la lombalgie aiguë, élaboré par le Royal College of Practitioners.

GBDS

Sécurité sociale et politiques sociales

Huteau Gilles
Paris : Armand Colin, 3^e édition, 2001

Salué comme un ouvrage de référence dans sa catégorie, ce livre l'est sans doute. Idéal pour tous ceux qui, étudiants ou professionnels, ont à préparer des épreuves d'un examen ou d'un concours, il reste néanmoins très accessible à tous ceux qui n'ont pas ces préoccupations scolaires. Et cela, assurément grâce à l'écriture de Gilles Huteau, à la fois précise et claire, témoignant de l'expérience de l'auteur qui, tous les jours, « pratique la sécurité sociale », puisqu'il dirige lui-même un organisme d'assurance maladie et enseigne au Centre national d'études supérieures de la sécurité sociale (CNESSS).

Comme le souligne en préface Claude Bigot, directeur du CNESSS, on ne remarque plus cette fameuse « sécu » : elle est intégrée à la vie de tous les jours, et c'est en soi une réussite. Mais, pour des raisons diverses, nombre de personnes, à titre individuel ou dans le cadre d'associations par exemple, manifestent le désir ou le besoin de mieux connaître l'organisation (complexe) et le fonctionnement (subtil) de cette grande institution.

Ce livre répondra à leurs attentes, qu'elles concernent la maladie, les risques professionnels, la famille, la vieillesse et même au-delà mais très proches, l'aide sociale et la mutualité.

JPP

Dopage et société

Laure Patrick (sous la coordination)
Paris : Ellipses, 2000

S'il est un phénomène dont on entend parler, c'est bien le dopage, essentiellement sportif pour ne pas dire exclusivement. Or la consommation de produits dopants aux fins de performance concerne aussi les étudiants, les cadres, et, plus inquiétant, les enfants et adolescents.

Mais, au fait, que sait-on du dopage ? Comment peut-on le définir ? Ici, en France, et ailleurs dans le monde, a-t-il la même définition ? Quels produits utilisent ceux qui se dopent ? D'où viennent-ils, comment sont-ils consommés ? Quels en sont les risques ? Sont-ils tous détectables ? Peut-on prévenir le dopage ?

Ce livre soulève évidemment toutes ces questions, apporte des réponses à certaines d'entre elles, ouvre des pistes de recherche et de réflexion pour d'autres.

Il intéressera bien sûr les médecins (dont la vigilance est parfois prise en défaut par certains patients...) mais aussi tous ceux qui concourent à la lutte contre ce fléau (éducateurs, entraîneurs, élus, services de la police et de la justice, services ministériels de la jeunesse et des sports, etc.).

JPP

AJDA (L'Actualité juridique – Droit administratif) n° 6, 20 juin 2000

- Les droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations : commentaire général de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000.
P. Ferrari p. 471
- La réforme du droit d'accès aux documents administratifs.
Y. Gounin, L. Lalouque p. 486
- Un oubli dans la réforme : l'invocabilité des circulaires et instructions administratives.
P. Combeau p. 495
- Conciliation et médiation en matière administrative.
M. Le Gars p. 507

Dans le souci d'une plus grande accessibilité et d'une intelligibilité de la loi, le législateur a conféré depuis 20 ans de nouveaux droits aux citoyens, qu'il s'agisse de la liberté d'accès aux documents administratifs (loi n° 78-753 du 17 juillet 1978) ou aux archives (loi n° 79-18 du 3 janvier 1979), de la déclaration d'obligations pour les administrations de l'Etat (décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983) ou encore du dispositif protecteur des informations nominatives contenu dans les fichiers informatiques (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978).

La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 (JO 13 avril p. 5646 et ss.) constitue une nouvelle étape dans le processus de modernisation de l'administration française.

Elle complète, enrichit, élargit et harmonise les dispositions préexistantes, précise les champs de compétence de certaines instances (Commission nationale Informatique et libertés ; Commission d'accès aux documents administratifs) et définit certaines notions (document administratif ; données nominatives, etc.).

La revue AJDA y consacre un dossier de quatre articles (*Relations administration-administrés*) dont on ne peut que recommander la lecture.

Rappelons que les organismes d'assurance maladie (et, au-delà, de sécurité sociale) sont directement et pleinement concernés par l'ensemble de ces dispositions, la loi visant entre autres les établissements publics à caractère administratif et les organismes privés gérant un service public.

JPP

Le consommateur de soins

A. Laude

Recueil Le Dalloz 6 juillet 2000 n° 26 p. 415

Nul ne peut raisonnablement ignorer l'évolution constatée depuis plusieurs années, qui transforme les malades d'antan, passifs et quelque peu dociles, en des utilisateurs informés et vigilants d'un système de soins dont ils attendent à la fois efficacité et sécurité.

L'auteur, agrégée de droit (Paris V), montre ici comment cette mutation sociologique (le refus du paternalisme médical) a conduit les patients vers un statut de consommateurs de soins, et le professionnel de santé vers celui de prestataire de service. Avec pour effet, des modifications profondes de la relation médicale (qui obéit à une logique mercantile) et de l'acte médical lui-même (qui s'inscrit désormais dans une démarche qualité).

JPP

1900-2000 : la mutation de l'hôpital

Clément Jean-Marie

Bordeaux : Les Etudes Hospitalières, 2001, 218 pages.

Cet ouvrage analyse l'histoire de l'hôpital dans l'évolution économique et sociale du XX^e siècle. Il permet de mieux anticiper les futures évolutions.

Entre l'institution de charité de 1900 et l'entreprise de soins de l'an 2000, la fracture se situe autour des années 1970.

L'adhésion du personnel aux objectifs de production est passée par la participation pour avancer vers la responsabilisation. Celle-ci est identifiée par la démarche qualité dans le cadre de l'accréditation.

GDBS

Secret professionnel et liberté de conscience : l'exemple des ministres du culte

Moutouh Hugues

Le Recueil Dalloz 2000, 28, chron. p. 431

La notion de secret professionnel, tout particulièrement dans le domaine de la santé, a fait – et fait encore – l'objet de nombreuses analyses. Beaucoup plus rares sont celles qui portent sur le secret – pourtant ancestral – qui s'impose aux ministres du culte.

A l'aide d'un cas d'école (*un évêque, en tant que professionnel soumis au secret, est-il tenu de dénoncer les crimes et atteintes sexuelles qu'on lui a confiés dans le cadre de son ministère sacré ?*), l'auteur en expose les origines, les limites, les particularités mais aussi les points communs avec les obligations de secret qui pèsent sur d'autres professionnels (ceux de la santé, notamment).

JPP

Dialoguer pour soigner. Les pratiques et les droits

Martin Jean

Genève : Médecine et Hygiène, 2001, 131 pages.

Voici, tirées de plusieurs publications et rassemblées dans un livre, les contributions les plus récentes de Jean Martin, par lesquelles l'auteur nous invite à la réflexion – sans jamais dicter la sienne – sur les questions cruciales de la pratique des soins dans nos sociétés.

Le style utilisé – bref, concis, efficace – permet de trouver instantanément et à toutes les pages « matière » à réfléchir. Ainsi peut-on se plonger très vite dans des sujets aussi variés que le patient de demain, la communication soigné-soignant, la publicité dans la pratique médicale, les aspects éthique de la fin de vie (la mort, le mourir, la médicalisation inappropriée), les droits de l'homme en matière de soins et de santé,...

JPP

Internet

Un site internet de parodontologie

www.parodontologie.com

Un site uniquement consacré à la parodontologie vient de voir le jour. Il a deux objectifs, tous deux liés à l'amélioration de la santé publique. Premièrement, l'information des patients et deuxièmement l'actualisation des connaissances des praticiens. En effet, la maladie parodontale qui peut affecter tous les tissus de soutien de la dent (gencive, ligament alvéolo-dentaire et os alvéolaire) devient, depuis la baisse de la prévalence de la carie, la cause principale de morbidité dentaire dans les pays industrialisés.

On observe, malgré ces données, un grand manque de connaissance des patients qui ignorent, pour la plupart, les moyens thérapeutiques à leur disposition : dépistages précoces dans les familles à risque, prévention primaire et conseils hygiéno-diététiques, interventions et prévention secondaire par contrôles périodiques. Au contraire, pour beaucoup, la maladie parodontale est un processus inéluctable de dégénérescence alors que c'est une infection dont les manifestations peuvent prendre un caractère très agressif même chez le jeune enfant encore en denture temporaire.

Ce manque d'information est d'autant plus préjudiciable à la santé publique que les liens maladie parodontale-maladies générales commencent à être prouvés. A l'heure actuelle des preuves épidémiologiques ont été établies avec le diabète, certaines cardiopathies et les naissances hypotrophes. Afin de pallier cette carence, un groupe de parodontologistes fait vivre ce nouveau site. Site à double niveau de lecture, chaque thème traité a une entrée patient et une entrée praticien. Les services qu'il offre sont multiples : ouvrage de référence actualisé régulièrement, lexiques (patients et professionnels), questions les plus fréquemment posées (F.A.Q.), *newsletter*, liens nombreux avec les sites traitant de parodontologie, annonce des manifestations scientifiques, conseils en ligne, etc.

PG